



EDITO

LES COMMUNISTES À L'OFFENSIVE !

Les résultats des élections municipales et cantonales apportent une réponse à au moins deux questions.

La droite et le gouvernement ont été sanctionnés et ont perdu de nombreuses villes et cantons. Ce rejet populaire de la politique sarkozienne qui apparaissait triomphante il y a un an, est une bonne nouvelle.

Ces élections ont confirmé ce que de nombreux militants communistes affirment depuis plusieurs années face à une direction majoritairement liquidatrice : **le PCF reste une force politique porteuse d'avenir** que les citoyens n'hésitent pas à utiliser pour résister face à la droite, une force

capable de conquérir ou reconquérir villes, cantons et influence électorale.

L'engagement et l'unité des militants ont été déterminants pour obtenir ces victoires et progrès.

Cette situation nouvelle place à l'offensive tous ceux qui veulent faire vivre une force et un projet révolutionnaires en France. Dans nombre d'endroits, les communistes ont su faire du vote communiste l'arme du monde populaire contre la droite. Il faut avec la même détermination et le même souci de rassembler, convaincre et agir pour que le PCF vive et se renforce. Car si les résultats indiquent la bonne résistance du PCF, ils comportent aussi des défaites douloureuses : Calais, Aubervilliers, le Conseil général de Seine - Saint-Denis, Montreuil... sans oublier le nombre important de cantons où nous ne présentons pas de candidats.

Comment ne pas voir le très grand nombre de villes où le PS - et les verts - ont cherché à nous faire perdre quitte à se faire élire par la droite ? Alors que nous avons accepté sans grande résistance les diktats de nos partenaires - villes communistes perdues en 2001 dans lesquelles nous laissons la tête de liste au PS, ouverture des listes de gauche au Modem, élus communistes en moins comme à Lyon ou Saint-Priest - faisant de notre place, même réduite dans les institutions, un sésame qui primerait sur tout le reste. A renoncer ainsi trop

souvent à exister par nous mêmes, nous finissons parfois par ne plus exister du tout.

Et que de temps perdu avec les impasses qu'ont été "la gauche plurielle", les collectifs antilibéraux et les "expérimentations pouvant aller vers une nouvelle force politique", impasses qui ont contribué à brouiller notre identité et accréditer notre inutilité comme force politique.

Le congrès du PCF qui se tiendra en décembre 2008 doit rompre avec ses stratégies mortifères et dire "**Stop au renoncement**". Faire vivre et renforcer le PCF, c'est l'idée qui aujourd'hui mobilise et rassemble le plus grand nombre de communistes.

Face à la baisse du pouvoir d'achat, à l'attaque contre les droits des salariés, la santé et la retraite, l'école, les allocations familiales, la colère monte ainsi que la conscience que cette politique est celle d'une classe qui détient l'essentiel de la richesse.

Ce chantier n'est pas celui de l'alternance mais celui de **la lutte des classes**, de la nécessité de s'organiser pour être plus fort, du renforcement de la force révolutionnaire au cœur des quartiers populaires et des entreprises, de la reconstruction de l'organisation, celui du rassemblement de toutes les forces intéressées au changement de société pour battre la droite et le patronat.

A l'offensive, camarades !

Marie Christine Burricand

Gaz : + 48 % depuis 2004 : Non à la fusion-privatisation !

Le gouvernement a donné son feu vert à une nouvelle hausse de 5,5% des tarifs régulés du gaz pour les particuliers, s'ajoutant aux + 4,2 % de janvier. Il veut aligner les tarifs régulés sur le prix du marché concurrentiel. Merci pour le pouvoir d'achat ! Depuis 2004, le gaz a augmenté 7 fois, au total près de 48%. Et naturellement, GDF a réalisé des profits record de 2,5 milliards en 2007, (1,74 en 2005, 2,3 en 2006). "Si nous demandons l'augmentation, ce n'est pas parce que nous fusionnons avec Suez, c'est parce que nous ne pouvons vendre au-dessous de nos coûts" a déclaré son PDG.

La réalité est exactement inverse. Les actions GDF doivent monter pour que l'état tienne son engagement de détenir 34 % de GDF-Suez. D'autre part, GDF signe des contrats sur plusieurs années pour amortir les hausses et continue de payer le gaz au tarif négocié avant la hausse. Ce gouvernement méprise les français et transpire la haine de classe ; il aurait bien besoin d'un nouveau mai 200(6)8.

MAI 68 EN 2008... ?

une formidable grève réunissant toutes les catégories sociales...

Est-ce encore possible ?...

avec **Aimé Albeher**, secrétaire CGT de Billancourt en 68,
et **des militants d'usines lyonnaises** occupées en 68

Vendredi 23 mai 2008

à partir de 17h30, Halle à Grains, Boulevard Docteur Coblod à **Vénissieux**

LE BOYCOTT DES J.O. ET LA CAMPAGNE À PROPOS DU TIBET NE SONT PAS JUSTIFIÉS

Interview de Danielle Bleitrach

Que se passe-t-il au Tibet ?

Les témoignages des étrangers présents sur place le 14 mars 2008 vont tous dans le même sens : les agressions visaient des Hans (ethnie chinoise majoritaire) et les Huis (minorité musulmane).

Des personnes ont été incendiées vives, d'autres ont été battues à mort, déchiquetées au couteau ou lapidées. Les armes utilisées étaient des cocktails Molotov, des pierres, des barres d'acier, des poignards et des couteaux de boucher. Il y a eu 22 morts et plus de 300 blessés, quasi tous des Huis et des Hans. Il s'agissait d'actes criminels à caractère raciste. Faut-il rappeler que le Droit international stipule que "chaque pays a le droit d'utiliser la force contre des mouvements d'indépendance qui visent à la division du dit pays" ? Imaginez ce qui se passerait en France si le mouvement séparatiste corse se mettait à incendier des passants en plein Ajaccio, à brûler des enfants, à frapper des vieillards !

S'agit-il d'une " réaction à la colonisation du Tibet par les Chinois " ? Ces derniers auraient envahi le Tibet et chassé le Dalai-lama...

Le Tibet n'a jamais été reconnu comme " pays indépendant ". Dès le 13ème siècle, il est annexé à la Chine par les Mongols et devient une province chinoise. Fin du 19ème, l'empire britannique envahit le Tibet et y installe ses comptoirs de commerce sous le règne du 13ème Dalai-lama qui voit dans l'occupation anglaise une opportunité pour revendiquer l'indépendance. Il s'agit d'un système féodal pratiquant l'esclavage et les tortures.

Quand en 1911, la République est proclamée et le dernier empereur destitué, les féodaux du Tibet en profitent pour dire qu'ils n'ont plus de suzerain et font une constitution qui institue le servage et la vente d'êtres humains. C'est une population très sous développée tenue par la superstition et la peur. Quand l'armée populaire de Mao instaure la République populaire, c'est au Tibet

comme sur tout le territoire chinois. Les Tibétains sont très religieux, ils sont autorisés à pratiquer leur religion, mais les Chinois n'acceptent pas que les moines veuillent utiliser la religion pour faire de la politique et organiser la rébellion.

Cette rébellion est dès le départ soutenue par la CIA. Il suffit pour le comprendre de lire ce que disait un rapport de l'Office des Affaires Etrangères des E-U en 49 : "*Le Tibet devient stratégiquement et idéologiquement important. Puisque l'indépendance du Tibet peut servir la lutte contre le communisme, il est de notre intérêt de le reconnaître comme indépendant (...)* Toutefois, ce n'est pas le Tibet qui nous intéresse, c'est l'attitude que nous devons adopter vis-à-vis de la Chine". On ne peut être plus explicite !

La rébellion armée, qui démarre du monastère de Litang, s'étend par vagues jusqu'à Lhassa où a eu lieu la plus importante, celle qui a été écrasée par l'Armée rouge en 59. Suite à cet événement, il était de grande importance pour les E-U d'amener l'opinion publique à croire qu'il s'agissait d'un génocide, c'est pourquoi le chiffre de 1,2 million de morts a été avancé par les autorités du Bouddhisme tibétain en exil, ce qui est absurde vu que la population tibétaine comptait à l'époque 2 millions de personnes ⁽¹⁾.

N'y a-t-il pas des problèmes sociaux ? On dit que l'on veut anéantir la population tibétaine, qu'il y aurait stérilisation forcée ?

C'est faux, la stérilisation forcée est de la pure propagande, c'est le contraire. Sous les moines féodaux le taux de mortalité infantile était de 35 % il est aujourd'hui de 3 % parce qu'il y a de meilleures conditions sanitaires et de vie. Alors que l'enfant unique était imposé aux Chinois Han, les Tibétains avaient droit à trois enfants.

Ce qui est vrai ce sont les problèmes sociaux. Ici comme ailleurs c'est un des défis du gouvernement chinois, parce que la population ressent des inégalités. Le gouvernement chinois

fait d'énormes efforts pour développer le Tibet, il a en particulier construit un chemin de fer sur 1142 km et à 4000 m d'altitude, le plus haut du monde, pour désenclaver le Tibet (coût : 3,6 milliards de dollars) et a développé le tourisme et l'économie, installé des écoles et des hôpitaux tous secteurs que veulent se réserver les moines. Il y a un très gros exode rural, de 17 000 à 25 000 par an, et ces paysans souvent très pauvres sont hostiles aux commerçants qui leurs paraissent seuls bénéficier du développement.

Quel est le sens des manifestations autour des jeux olympiques ?

On parle de droits de l'homme, mais la question est pourquoi, alors qu'il n'y a pas les moindres manifestations autour de ce qui se commet en Irak, les Etats-Unis ne sont jamais mis en cause pour leur violation des droits de l'homme à Guantanamo, donc pour leurs actions violentes, illégales et meurtrières hors de leur territoire, pourquoi une telle mobilisation pour des événements internes ? Ce n'est pas un hasard si on trouve des gens aussi sulfureux que Robert Ménard, de reporters sans frontières, qui a lui-même reconnu être financé par la CIA.

Cette campagne reflète le choc des civilisations que l'on tente de nous imposer, l'énorme peur que nous avons de la puissance économique que représente la Chine actuellement. Il est vrai que si par certains côtés, elle fait encore partie du Tiers Monde, par d'autres côtés, elle risque de nous rattraper très rapidement et même de nous dépasser. Il faut bien se rendre compte que les Chinois, même ceux qui sont hostiles au gouvernement sont indignés par la manière partisane dont on a rendu compte des événements, et ils éprouvent une colère légitime.

⁽¹⁾ Plusieurs études démographiques ont démontré par la suite que ce chiffre a été inventé de toute pièce. Patrick French, ex-directeur de "Free Tibet", est allé le vérifier sur place, à Dharamsala. Après avoir compulsé longuement les documents "officiels" qui ont servi à avancer ce chiffre, il a été complètement dégoûté par l'ampleur de la falsification venant de la part de ceux qu'il admirait. Il raconte cet épisode dans son livre.

Tibet : Où va la direction du PCF ?

Il paraît évident que la campagne anti-chinoise est orchestrée par Washington. Tout le monde sait que le Dalaï-lama et Robert Ménard sont financés par la CIA et les grands groupes capitalistes. Si la situation en Chine est complexe et fortement contrastée, il s'agit cependant d'un pays qui cherche à sortir du sous-développement dans le cadre d'une économie mêlant socialisme et capitalisme, sous la direction d'un parti communiste ; et les Etats-Unis ont toujours livré une guerre sans relâche contre le camp socialiste. Pour les capitalistes européens, cette campagne est la bienvenue, car en entretenant une sorte de racisme anti-chinois, elle leur permet de se défaire de leur propre responsabilité dans les délocalisations. Pour toutes ces raisons, il serait illusoire de voir dans ces événements un quelconque mouvement pour les droits de l'homme. Sauf pour la direction du PCF qui, sans aucun débat de son Conseil National, fait appel aux dirigeants capitalistes de l'UE pour une intervention diplomatique (depuis quand l'UE possède-t-elle un gouvernement ?). MG Buffet exige aussi une intervention de l'ONU, prenant ainsi fait et cause pour le séparatisme que même les tibétains en exil ne demandent pas. Le PCF n'a pas besoin d'une telle direction qui se dérobe encore une fois à ses responsabilités communistes en s'engouffrant dans les pièges les plus grossiers que lui tend l'idéologie dominante.

La démocratie vue par le Dalaï-lama

Ci-dessous l'article 36 de la constitution proposée par le "gouvernement tibétain" en exil : *"Tout pouvoir législatif et autorité réside dans l'Assemblée tibétaine. Les décisions de celles-ci requièrent l'approbation de Sa Sainteté le Dalaï-lama pour devenir des lois"*. Sans commentaires...

Vénissieux, un sérieux point d'appui

Tirailé entre confusion avec le PS et émiettement de la gauche de la gauche, sans bataille communiste visible, le PCF aurait pu disparaître comme en Italie ! Mais il est toujours là et de nombreux candidats résistent aux manœuvres du PS ou des Verts ! Un exemple à Vénissieux : André Gerin avait marqué le terrain aux législatives. Sa liste aux municipales progresse de 20 à 25% des inscrits malgré 5 listes en présence et l'abstention à 52%. Le sortant communiste Christian Falconnet sur le canton Nord progresse fortement et atteint 20% des inscrits face à 4 candidats (dont PS et verts). Enfin les communistes avaient fait le pari avec Guy Fischer, sénateur, conseiller général depuis 26 ans, de proposer une candidate nouvelle jamais élue, face à la droite et trois élus sortants adjoints ou président de conseil de quartier... Elle arrive largement en tête au premier tour avec 28% des exprimés près du score de Gerin aux législatives et rassemble au second en faisant le meilleur score de la gauche dans le Rhône. Un point d'appui pour les communistes qui veulent reconstruire dans le Rhône !

Le Modem privatise : + 50%

Dans le précédent numéro, nous vous informions de la privatisation d'un certain nombre de cantines des collèges par le Conseil général du Rhône dirigé par un grand ami de Bayrou, Michel Mercier. Nous avons oublié de signaler que dans la liste figurait le collège Grignard (Lyon 8ème) dont la moitié des élèves proviennent des quartiers Parilly et J.Guesde de Vénissieux. Dans ce collège, la privatisation a entraîné une augmentation de 50% du prix du repas ! C'est encore mieux que les + 30% pour les cantines situées dans des quartiers moins défavorisés. Le Modem roule donc bien lui aussi, comme l'UMP, pour le capitalisme le plus sauvage. Par contre, après avoir intégré les éléments les plus en vue du Modem aux municipales à Lyon, on peut se demander pour qui roule encore le PS. D'autant plus que, même si cela a échoué, le PS a magouillé en coulisse pour codiriger le Conseil général du Rhône avec le Modem... en essayant d'y associer les conseillers communistes.

Elections : des résultats contradictoires

Le vote PCF ? Il est ambiguë... Il sauve des élus qui gèrent parfois avec le Modem... mais maintient des points de résistances dans la lutte contre les expulsions, pour la solidarité sociale. Il maintient une direction qui organise la liquidation du PCF, mais il freine en même temps sa disparition... Il est utilisé parfois comme un vote socialiste, mais reste encore pour les électeurs un vote communiste... Faisons confiance à ceux qui nous attaquent... ils ne se trompent pas ! Voynet, (après Mamère) ou Bartolone, soutenus par Royal, mais aussi Fabius ou Emmanuelli en Seine-Saint-Denis font tout avec la droite sans état d'âme pour réduire l'espace communiste... Le plus ubuesque, c'est que la direction du PCF a obligé nos députés à siéger avec certains de ceux qui les poignent à la première occasion !

Solidarité BOLIVIE !

Le chemin de la solidarité passe aujourd'hui par la Bolivie. La situation ressemble à s'y méprendre aux événements relatifs au Tibet. Une différence principale tient au fait que la Chine s'est "mise en commune" il y a plusieurs décennies, alors que la tentative de libération de la Bolivie est toute récente, qui plus est, géographiquement située dans le "jardin" des Etats-Unis... L'impérialisme américain n'accepte pas d'avoir perdu la manne pétrolière de la Bolivie et utilise le séparatisme, c'est-à-dire la haine et le racisme, pour parvenir à ses fins et faire éclater le pays. Le 4 mai, les forces réactionnaires boliviennes avec le soutien des Etats-Unis organisent un référendum de provocation pour faire sécession en créant la "République de Santa Cruz" dont les riches propriétaires terriens refusent les réformes sociales et l'émancipation des Indiens. L'ambassadeur US, celui qui était en poste pour fomenter les guerres civiles et faire exploser l'ex-Yougoslavie, est à la manœuvre. Les multinationales veulent ainsi récupérer une partie des richesses du pays. Utilisons le combat des droits de l'homme à bon escient : soyons tous derrière le peuple bolivien et son président légalement élu, Evo Morales !

Issu d'un accord signé le 11 janvier par 4 syndicats (CFDT, CFTC, CGC et FO), le projet de loi de "modernisation du marché du travail" a été voté en commission parlementaire (le PS s'est abstenu). Il ouvre la porte à de très anciennes revendications patronales afin de pérenniser la précarité et porter atteinte au caractère protecteur du CDI. Cette forfaiture s'est réalisée sous l'égide d'un "accord social" censé étouffer toute rébellion... Vive le syndicalisme de négociation !

Plus de précarité

Le projet de loi justifie l'existence d'emplois précaires au nom de "leur utilité économique... dans un contexte de concurrence mondiale". Et il crée de nouveaux contrats précaires alors que tous ceux existants sont conservés. Comment des syndicats ont-ils pu l'accepter ? Nouveau et destiné aux ingénieurs et cadres (mais généralisable par la suite), le CDD à "objet défini" correspond au "contrat de mission" réclamé depuis longtemps par les patrons. Conclu pour une mission unique définie par l'employeur, avec une durée variant entre 18 et 36 mois, il pourra être rompu au bout d'un an pour motif réel et sérieux, contrairement au CDD !

Mieux que l'intérim, la légalisation du "portage salarial" est envisagée. Il s'agit d'une sorte de prêt de main-d'œuvre jusqu'ici illégal. Pour un montant déterminé, le travailleur proposera une prestation à un patron. Si ce dernier accepte, le travailleur devra se soumettre à une société de "partage", parasite qui prélèvera sa part sur le chèque de l'entreprise. Le patron n'aura aucune relation contractuelle avec le travailleur !

La période d'essai durant laquelle le patron peut virer le salarié sans motif s'allonge, réintroduisant une sorte de CNE : 2 mois pour les ouvriers et employés, 3 pour les techniciens et 4 pour les cadres. Et les accords de branche peuvent les multiplier par 2. L'accord prévoit aussi des régressions futures ! Les modifications du contrat de travail nécessitent un accord signé du salarié et de l'employeur ; demain, il est prévu de permettre au patron de

changer seul le salaire, les horaires ou encore le lieu de travail.

La rupture partagée

D'après ses cosignataires, la star de la loi serait la rupture partagée du contrat de travail, ne nécessitant ni démission, ni licenciement. Afin d'en finir avec l'obligation de motiver les licenciements, les capitalistes ont inventé le concept de "séparabilité". Cette notion veut rompre avec la philosophie juridique du droit du travail qui reconnaît l'inégalité d'une relation contractuelle, donnant des droits à la partie faible, en l'occurrence le salarié. Une rupture "partagée" sous-entend une égalité des parties ! Cynique, le texte nous dit que "la liberté de consentement des parties est garantie". Ouf, on a eu peur pour les patrons.

Cette atteinte aux droits des salariés va avec la casse des tribunaux prud'homaux. La rupture "partagée", qui ouvrira droit automatiquement à l'assurance chômage, sera préférée par le salarié, à une perspective de harcèlement ou à une procédure plus longue devant les prud'hommes (que R.Dati aura fait disparaître). Des ruptures individuelles auront ainsi l'avantage pour les patrons de masquer les licenciements économiques, évitant un plan de sauvegarde de l'emploi.

Le licenciement

Le patron pourra licencier sans motif. C'est un recul considérable. Il ne sera obligé de le faire qu'au moment du jugement, alors que le salarié aura été laissé dans l'ignorance : seule la forme serait jugée et non le fond ! Autres joyusetés, ce projet prévoit la diminution de certaines indemnités de licenciement, le plafonnement des dommages et intérêts en cas de licenciement abusif, la réduction de 5 ans à 6 mois du délai de contestation du montant du salaire. Toujours aussi cynique, le texte prétend "sécuriser juridiquement" la relation de travail : les patrons se sentent-ils en insécurité ? Une disposition prévoit même que le salarié ne pourra faire appel aux prud'hommes qu'après en

avoir averti son patron : s'agit-il de demander son autorisation ?

Bien sûr cette loi ne sera pas la fin de l'histoire ! Il faudra des décrets, des accords de branches, et donc des luttes. Mais nous sommes au cœur du problème : l'achat de la force de travail par le capitalisme, sa capacité à accumuler du profit. Un parti communiste appuyé sur la lutte des classes, organisé au cœur de la classe ouvrière et de l'internationalisme a su faire reculer le patronat. Aujourd'hui, un rapport de force défavorable permet au Capital de détricoter ces acquis de civilisation conquis par les luttes. Mais rien n'est perdu : reconstruisons le rapport de force et le parti communiste !

Pascal Brula

Brève

Victoire des Lustucrus

En 2003 à Arles, Panzani ferme Lustucru et délocalise l'entreprise en Italie. Les capitalistes, utilisant les inondations, n'ont pas hésité à sacrifier 146 salariés et faire fi de l'intérêt général et d'une filière industrielle.

Mais le conseil des prud'hommes a invalidé le motif économique de licenciement et donné raison aux 75 travailleurs de Lustucru encore en lutte. Ceux-ci ont gagné 35 000 € chacun pour préjudice financier. Certes, leur emploi ne leur sera pas rendu et surtout l'activité industrielle a disparue. Mais ce jugement confirme la justesse de vue économique des salariés qui ont lutté avec la CGT pour le maintien et le développement d'emplois industriels dans la filière rizicole, essentielle dans la région. Les capitalistes furieux ont dénoncé le jugement. Rappelons cependant qu'ils ont perçu des sommes considérables des assurances (46 millions d'€) et de l'État (chômage technique), sans parler de la vente de l'outil de travail.

Cet exemple démontre, s'il en était besoin, l'utilité d'un contrat de travail protecteur pour le salarié et la raison qui pousse le patronat à mettre en œuvre une loi désarmant complètement les travailleurs. Il démontre aussi que, si ces derniers veulent réellement changer de société, ils ne pourront se satisfaire de laisser les rênes de la production aux capitalistes.